

## Stratégie énergétique 2050: quelles mesures pour sortir du nucléaire et pour un véritable changement de cap écologique ?

Adèle Thorens, co-présidente, conseillère nationale VD

Fermer nos centrales nucléaires après 45 ans de fonctionnement, conformément à l'initiative populaire des Verts, exige la mise en place de mesures déterminées et performantes en faveur de l'efficacité énergétique et du développement des énergies renouvelables, quel que soit le scénario - changement de cap écologique ou réforme énergétique - vers lequel nous nous dirigeons. Dans les deux cas, ces mesures doivent tenir compte de la protection du climat en visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre à 1 tonne de CO<sub>2</sub> par habitant jusqu'en 2050.

Les Verts ont déjà eu l'occasion de donner leur position à propos des mesures prévues par le Conseil fédéral, dont les grandes lignes ont été annoncées le 18 avril dernier. Elles vont dans la bonne direction. Cependant, le Conseil fédéral reste dans une perspective très sectorielle de type réforme énergétique. Il ne se saisit pas de la sortie du nucléaire comme d'un tremplin vers un changement de cap écologique plus global, avec à la clé, une économie vraiment performante du point de vue écologique et une réduction globale de notre empreinte écologique.

De plus, les mesures de réforme énergétique proposées par le Conseil fédéral sont insuffisantes à deux niveaux. Elles ne permettent tout d'abord pas une sortie du nucléaire respectant une durée de vie des centrales déjà fort longue de 45 ans, ce qui pose, à court terme déjà, des problèmes de sécurité. Ces mesures ne permettent d'autre part pas d'éviter le recours à des centrales à gaz coûteuses, dépassées et problématiques pour le climat.

Dès lors, des mesures supplémentaires sont indispensables. Je me contenterai d'en donner ici sept exemples emblématiques.

Dans le domaine de l'efficacité, tout d'abord, le Conseil fédéral est loin du compte. De manière générale, **les Verts demandent que les soutiens et les incitations pour les économies et l'efficacité énergétiques dans le domaine de l'électricité soient augmentés. Un kWh économisé mérite autant d'être soutenu qu'un kWh produit !** Il est absurde de dépenser des centaines de millions de francs pour soutenir la production, alors que des quantités considérables d'électricité continuent à être gaspillées. Le kWh le moins cher et le plus écologique est celui que nous ne consommons pas inutilement. Mais, pour économiser ce kWh, il faut investir en changeant des équipements, des moteurs industriels ou des processus de production, ou en renouvelant des appareils inefficaces. Ce sont ces investissements que nous devons encourager maintenant. Ceci peut se faire en augmentant les moyens et en intensifiant la mission de l'Agence de l'énergie pour l'économie, dont le travail est reconnu, ou encore en mettant en place de nouveaux instruments comme le „Decoupling-Model“ ou des systèmes de Bonus-Malus qui encouragent les entreprises à investir dans les économies d'énergie et l'efficacité énergétique. **Des standards minimaux**

**d'efficacité énergétique doivent en parallèle être imposés pour tous les appareils électriques, qu'ils soient destinés aux particuliers ou aux entreprises industrielles ou de service, afin d'exclure les plus dépassés et énergivores du marché. Le domaine du bâtiment doit être inclus dans cette démarche.** Les nouvelles constructions devraient en particulier être productrices d'énergie dès 2020 et le programme d'assainissement énergétique des bâtiments existants renforcé. Au rythme actuel, il faudrait plus de 100 ans pour que le parc immobilier soit assaini ! Les chauffages électriques devraient en outre être remplacés dans un délai d'une quinzaine d'années. Cette simple mesure permettrait de réduire notre consommation hivernale d'électricité de l'équivalent des productions de Muhleberg, Beznau 1 et Beznau 2. **Enfin, il n'y aura pas d'incitation performante à l'efficacité énergétique sans une réforme fiscale écologique, qui pourrait en outre permettre de financer les mesures de soutien aux économies et à l'efficacité énergétiques déjà citées.** Les Verts ne peuvent plus se contenter de promesses. Nous demandons à la présidente de la Confédération Evelyne Widmer-Schlumpf de nous présenter son projet dès la rentrée, de manière coordonnée avec la stratégie énergétique de la Confédération. Elle répondra ainsi à une requête que les Verts avaient formulée par voie d'initiative populaire en 1994 déjà, et qu'ils réitèrent depuis sans relâche.

Les économies d'énergie et l'efficacité énergétiques constituent le fondement de la sortie du nucléaire et sont une priorité pour les Verts, en particulier dans la perspective du scénario « changement de cap écologique ». Cependant, il est clair que la sortie du nucléaire ne sera pas possible sans un accroissement important de la production d'électricité renouvelable, quel que soit le scénario adopté. Nous ne pouvons raisonnablement pas exclure une augmentation de la demande, que ce soit parce que les mesures d'incitation nécessaires n'ont pas ou peu été appliquées, parce que les entreprises et les particuliers n'y ont pas été assez réceptifs, ou encore, du fait du développement de l'électromobilité. La Suisse dispose déjà d'un système performant pour soutenir le développement des énergies renouvelables, avec le rachat à prix coûtant du courant vert. Seuls manquent les moyens pour répondre à la demande des investisseurs: **près de 20'000 projets d'installations de production d'électricité renouvelable sont en attente. Ces projets doivent être soutenus et réalisés au plus vite !** En effet, la réalisation des projets déjà admis ou en attente permettrait de compenser la production de nos trois plus vieilles centrales nucléaires. Or le Conseil fédéral ne veut augmenter le prélèvement qui permet de financer ce programme que jusqu'à 1.2 centime par kWh d'ici à 2020. A titre de comparaison, aujourd'hui, l'Allemagne, qui a décidé de sortir du nucléaire d'ici à 2020, prélève plus de 6 centimes par kWh pour financer la production d'électricité verte, et son économie reste des plus performante. Nous devons être plus ambitieux.

Ces quatre revendications des Verts – soutien équivalent du kWh économisé au kWh produit, standards d'efficacité énergétique minimaux pour les appareils électrique des particuliers et des entreprises, ainsi que dans le bâtiment, réforme fiscale écologique et, enfin, financement suffisant pour le rachat à prix coûtant de l'électricité verte sont indispensables pour assurer le scénario « Réforme énergétique » qui permet la sortie du nucléaire. Elles n'en saisissent cependant pas tout le potentiel de changement. C'est pourquoi les Verts présentent, avec le scénario « Changement de cap écologique », des mesures supplémentaires, dans une perspective plus globale. Elles permettraient, d'une part, de maîtriser notre demande énergétique – sans pour autant renoncer à notre qualité de

vie – et, d'autre part, de réduire notre empreinte écologique. J'en citerai trois, qui s'inscrivent dans le cadre plus global de notre initiative pour une économie verte.

Nous l'avons vu, l'évolution de la demande en électricité dépend beaucoup du changement technologique qui s'annonce avec l'essor de l'électromobilité. Mais les changements de technologie ne sont rien sans les changements de comportement. Nous l'avons expérimenté avec nos véhicules actuels: ceux-ci sont bien plus efficaces et moins polluants que ceux de nos grands-parents, mais comme ils sont plus nombreux et que nous les utilisons beaucoup plus, leur impact global est bien plus néfaste. **L'émergence de voitures électriques et efficaces ne nous dispensera donc pas d'une réflexion sur la maîtrise de notre mobilité, avec à la clé, un aménagement du territoire adapté, le développement des transports publics et de la mobilité douce et certainement une évolution de l'organisation du travail, notamment vers une flexibilisation des horaires et plus de télétravail.**

**Dans le domaine économique, une politique de croissance qualitative et non plus uniquement quantitative devrait en outre être développée**, pour favoriser la création et l'implantation sélective d'entreprises répondant aux critères d'une économie verte, à savoir utilisant l'ensemble de leurs ressources – et pas seulement l'électricité – de manière durable. C'est la production de biens et de services de haute qualité, à longue durée de vie et à faible impact environnemental qu'il faut désormais privilégier.

Enfin, **une offensive de sensibilisation devrait être mise en place à destination des particuliers et des milieux professionnels, afin qu'une prise de conscience advienne sur la signification, en terme de consommation d'énergie, de nos différents comportements.** En effet, la mise sur le marché d'appareils électriques plus efficaces, n'empêche pas le gaspillage lié à certains de nos comportements individuels, et les instruments économiques permettant des incitations sur les prix ne sont pas infaillibles. L'information et la sensibilisation restent indispensables. Nous pouvons imposer des normes techniques, mais pas des changements de société. Pour que ceux-ci adviennent, une prise de responsabilité individuelle doit s'ajouter à la prise de responsabilité collective induite par le politique.

C'est cette double prise de responsabilité que les Verts appellent aujourd'hui de leur vœux et qu'ils souhaitent favoriser par le biais de conditions-cadre adéquates.

**Rede Adèle Thorens (es gilt das gesprochene Wort),**

**MK Energiestrategie der Grünen, 14. August 2012, Medienzentrum Bern**